PATRIMOINE IMMOBILIER DEPARTEMENTAL

Rapporteur : Jacques RESPAUD

Mesdames, Messieurs,

Le rapport qui vous est soumis vise à proposer le vote de crédits pour les opérations relatives au patrimoine immobilier départemental.

1. LES BATIMENTS A VOCATION ADMINISTRATIVE

1.1. Pour les opérations de construction, trois domaines sont concernés :

- Le patrimoine solidarité pour les projets sur les Maisons Départementales de la Solidarité et de l'Insertion.
- Les centres routiers départementaux.
- Les casernes de gendarmerie pour lesquels 80.560.000 € en AP et 5.739.446 € en CP sont inscrits.

1.2. Les opérations de grosses réparations et d'entretien

Elles concernent les bâtiments éducatifs tels que la Maison de la Promotion Sociale et de CDDP.

- La maintenance des bâtiments départementaux.
- Les casernes de gendarmerie pour lesquelles sont prévues 3.674.000 € en AP et 4.639.374 € en CP.

2. LA GESTION DU PATRIMOINE DEPARTEMENTAL

A ce titre sont concernés le programme d'acquisitions et de ventes du patrimoine et les locations diverses de nos services et frais annexes.

- 20.600 € en AP et 5.903.610 € en CP en dépenses et 1.338.270 € en recettes figurent au Budget Primitif.

3. LES AUTRES PROPRIETES DEPARTEMENTALES

Cela concerne le Domaine de Blasimon et le tourisme ferroviaire, pour lesquels sont inscrits 241.200 € en AP et 758.131 € en CP.

En conséquence, Monsieur le Président nous demande d'adopter les crédits nécessaires à la mise en œuvre des programmes évoqués ci-dessus figurant dans le projet de budget

primitif 2007, et qui s'élèvent à 11.981.800 € en AP/AE et 17.040.561 € en CP pour les dépenses, et 2.270.228 € en recettes.

AVIS DE LA COMMISSION GESTION DU PATRIMOINE DEPARTEMENTAL : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

AVIS DE LA COMMISSION FINANCES ET MOYENS : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

Pierre AUGÉY :

Notre collègue rapporteur parlait dans le patrimoine de solidarité, tout à l'heure, des besoins en MDSI. Il citait Langon. Sur place on a pu voir combien la MDSI Langon était mal logée dans plusieurs sites, pour recevoir les gens. Les mères avec les poussettes reçues au premier étage. C'est incroyable, il y a une urgence dans ce projet, et je ne suis pas dans l'étude des projets, donc je m'inquiète. La maîtrise foncière est offerte par la municipalité de Langon.

Dominique VINCENT :

Notre collègue, à juste titre, a cité la mairie du Bouscat. C'est un cas un peu spécial, dans la mesure où le bâtiment existant accueillant tous les services sociaux appartient déjà à la mairie du Bouscat. La mairie a accepté de financer la totalité des travaux en fonction des besoins demandés par les services, et le Conseil Général paiera un loyer, conformément aux textes en vigueur. C'est un effort important de cette mairie qui n'était pas obligée de faire un emprunt et de réaliser ces travaux. Dans ce domaine-là, il y a une solidarité à avoir générale, tant sur le plan des mairies que du Département, et ce sera une bonne chose. Je remercie les services de Jean-Louis Grelier ici présent. Il y a un bon travail fait en profondeur en très bonne entente dans l'intérêt général, au-delà de certains critères qui pourraient voir le jour en fonction des humeurs des uns et des autres. Je dois dire merci aux trois services concernés sur ce dossier du Conseil Général qui font du très bon travail. Merci aussi à la Mairie du Bouscat, même si elle n'est pas présente aujourd'hui, d'avoir accepté de financer la totalité et au Conseil Général de payer le loyer correspondant.

Jacques RESPAUD :

Nous tenons à remercier la mairie du Bouscat qui a fait un gros effort jusqu'à maintenant. Nous versons déjà des loyers. Nous sommes en train d'élaborer un nouveau programme pour le pôle social du Bouscat, et il sera mis en œuvre par la mairie du Bouscat, et un partenariat très intéressant est mené sur ce plan-là.

En ce qui concerne la MDSI de Langon, nous devrions avoir terminé le programme en juin 2007, donc prochainement. A partir de là, nous allons nous mettre au travail. Nous avons été saisis par Martine Faure qui nous a présenté les problèmes que rencontrait la MDSI, et à partir de là nous ferons en sorte que cela puisse rentrer dans les priorités du Conseil Général et que l'an prochain nous pourrions dire que les travaux peuvent commencer pour la MDSI de Langon.

Dominique VINCENT :

J'ai oublié de dire, sur le deuxième pôle social, il y a une intervention de Gironde Habitat qui est partenaire dans cette opération, merci Yves Lecaudey de le rappeler.

DECISION : DOSSIER ADOPTE A L'UNANIMITE

Intervention de la Vice-Présidente chargée de la Culture et de l'Environnement

Martine FAURE :

Monsieur le Président, chers collègues. Nos politiques départementales culturelles et environnementales sont pleinement inscrites au cœur du développement durable. Vecteurs de citoyenneté, elles sont porteuses d'une multitude d'actions inscrites dans la vie de tous les jours de nos concitoyens. Les rapporteurs vont en détailler plus avant les grandes masses budgétaires et les axes, tant en matière d'espaces naturels sensibles, de ports départementaux et de schéma de dragage des vases portuaires, de préservation de la ressource en eau que pour les arts vivants, de lecture publique ou d'archives départementales.

Je vous propose, dans ce propos introductif de mettre l'accent sur quelques points de nos politiques environnementales et culturelles, et plus particulièrement ceux qui sont porteurs de nouvelles orientations.

Nous vous proposons de conforter notre politique en faveur du paysage par la création d'une nouvelle ligne, de poursuivre notre action en faveur des espaces naturels sensibles, et le projet de réhabilitation du domaine de Certes-Graveyron, où le Conservatoire Botanique Sud Atlantique va se déployer désormais avec son nouveau Président qui est notre collègue Christian Gaubert.

En environnement, nous retrouvons également un certain nombre d'actions déjà évoquées dans le cadre de l'Agenda 21, notre collègue René Serrano fera la présentation demain, comme la mise en place de différents observatoires : un observatoire des paysages, un observatoire de la biodiversité ; l'engagement dans une démarche d'éco-certification des forêts départementales ou la construction des bases d'un schéma départemental des énergies renouvelables. Ce schéma départemental des énergies renouvelables fera une large place à l'innovation. Il aura, comme préalable, en 2007, une phase de diagnostic et de concertation avec les différents partenaires concernés. D'ores et déjà, la participation au développement des énergies renouvelables étant incontournable, nous vous proposons de participer à la création et d'adhérer à l'Agence locale de l'Energie. La réussite de ce schéma départemental des énergies renouvelables représente un enjeu fort pour l'avenir de notre Gironde.

Il en est de même de la réussite du Plan départemental d'élimination des Déchets ménagers et assimilés qui fixe des objectifs ambitieux pour réduire la production de déchets, mais aussi la valorisation. Ce projet de Plan départemental qui sera soumis à enquête publique dès le début de l'année 2007, a été validé à l'unanimité, moins une abstention, par les membres de la Commission Consultative, le 9 novembre dernier. Je tiens ici à saluer, Monsieur le Président, en notre nom à tous, l'énorme travail accompli par notre collègue Guy Trupin et par les services de Florence Arpin qui ont travaillé avec une intelligence et un acharnement remarquables. Ce succès résulte aussi d'une large concertation. Cette concertation, qui n'a pas été facile à mener, est venue renforcée notre conviction qu'il nous fallait fortement accentuer la valorisation des déchets et leur prévention. Nous vous proposons de revoir certains plafonds, afin d'inciter à la valorisation et de favoriser l'opérationnalité du futur plan.

En 2007, nous vous proposons aussi une multitude d'actions, tels le financement de composteurs individuels, des opérations pilote de compostages semi-collectifs, le financement

de recycleries, la formation d'éco-ambassadeurs, la réalisation d'un guide grand public "Mieux gérer ses déchets", que vous avez peut-être déjà dans les mains, et différentes opérations de communications. Toujours en matière de prévention des déchets, nous venons de signer la charte départementale de suppression des sacs de caisse plastics jetables. Cette charte s'appliquera le 21 mars prochain, premier jour du printemps. C'est très symbolique. 200 millions de sacs plastics en moins, comme vous le souligniez, Monsieur le Président, lors de cette signature, représentent mille tonnes de déchets en moins. C'est aussi contribuer à la préservation du littoral et de la faune (un million d'oiseaux et 100 000 animaux marins meurent chaque année). La façade océane de notre Gironde, nous y a particulièrement rendus sensibles. Protéger cette façade océane, c'est aussi préserver une part de notre identité, avec des lieux à l'écosystème unique, comme le Bassin d'Arcachon, premier bassin reproducteur d'huîtres.

Ainsi, dans la continuité du programme européen TERRA, notre collectivité a réalisé le Schéma directeur du traitement des vases portuaires, fédérant les principaux maîtres d'ouvrages, il est ici proposé à votre approbation. Et je laisse le soin à mon collègue, René Serrano, qui s'est fortement impliqué dans sa réalisation, de vous l'exposer plus avant dans le rapport du rapporteur.

Enfin, en matière environnementale, nous poursuivrons notre effort de gestion de l'eau au travers de trois programmes d'intervention : la préservation de la ressource en eau, l'aménagement des bassins versants et la protection contre les eaux. Là aussi, nous retrouvons des actions Agenda 21, cher Philippe Plisson, comme la mise en place d'un centre de ressource et d'informations sur l'eau ou l'instauration systématique de diagnostics d'économie d'eau, tant sur les réseaux que pour les bâtiments publics.

Impulsant, fédérant les différents partenaires, notre collectivité est l'échelon territorial pertinent pour mener ces différentes actions dans la dynamique de l'Agenda 21. Il en va de même en matière patrimoniale. Nous venons de lancer un vaste recensement et une concertation autour de la conservation et de la protection du patrimoine, et cela en donnant à ce terme de patrimoine un sens très large, puisqu'il englobe également le paysage. Durant l'année à venir, nous allons poursuivre notre concertation. En fonction des données que nous recueillerons, nous pourrions être amenés à faire évoluer nos interventions, afin de les actualiser et de les renforcer.

En 2007, nous vous proposons, avec mes collègues Hervé de Gabory qui préside la Commission Culture, et Jean-Jacques Benoît, le Président de l'Iddac, de poursuivre notre politique culturelle, qui sera développée par les rapporteurs qui sont impliqués avec tout le courage que nous leur connaissons.

Avant de conclure, je souhaite mettre l'accent sur un nouvel axe : le Schéma départemental des Enseignements Artistiques. Le projet que nous vous présentons ici, a été réalisé dans des délais très contraints. En effet, la loi "Libertés et responsabilités locales" du 13 août 2004 a confié cette nouvelle responsabilité aux départements, mais avec une date butoir de réalisation : le 31 décembre 2006. Nous avons dû nous mobiliser. Et, je tiens à remercier les services concernés de la Direction de la Culture qui ont œuvré pour que vous soit proposé ce projet de schéma recouvrant la musique, la danse et le théâtre. Durant l'année écoulée, nous avons réalisé un état des lieux qui révèle malheureusement une grande disparité de la qualification particulièrement notable pour la musique et le théâtre, une grande

hétérogénéité des statuts des structures, un manque de locaux et de moyens. Cet état des lieux nous incite incontestablement à poursuivre et à conforter notre politique culturelle afin de réduire les inégalités territoriales persistantes, mais aussi à poursuivre la concertation, entamée en 2006, afin de mobiliser partenaires publics et associatifs

Notre schéma départemental doit également répondre à un certain nombre d'objectifs généraux déterminés par la Loi : proposer un véritable outil d'aménagement culturel du territoire, favoriser l'égal accès des élèves à l'enseignement initial des pratiques artistiques, et développer des partenariats établissements publics/associatifs/Education nationale. Ce schéma servira de support à la convention que nous allons passer avec l'Etat, et elle peut avoir un effet levier et nous permettre de mobiliser des crédits supplémentaires pour d'autres établissements susceptibles d'être agréés par l'Etat. Pour mémoire, à l'heure actuelle, la Gironde, dispose d'un seul établissement agréé, c'est le Conservatoire National de Région qui accueille moins de 10 % des élèves.

La réussite de ce schéma est un beau défi à relever pour notre Département. Nous savourons bien souvent la culture, comme une gourmandise, oubliant presque la part essentielle et vitale qu'elle nous apporte, comme en témoigne Boris Cyrulnik dans son ouvrage "De chair et d'âme". Il affirme qu'un enfant maltraité par la vie "pourra reprendre un autre type de développement si la famille, la culture, disposent autour de lui de nouveaux tuteurs".

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vous remercie de votre attention.

SCHEMA DEPARTEMENTAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

Rapporteur : Hervé de GABORY

Mesdames, Messieurs,

La loi du 13 août 2004 confie au Département l'amélioration de l'accès aux enseignements artistiques dans le domaine du spectacle, par l'adoption d'un Schéma Départemental organisant la mise en réseau des établissements et la coordination de leurs actions. Le Conseil Général a réalisé en 2006 un état des lieux de ces enseignements et a chargé le cabinet "Emergence Sud" de dresser un diagnostic et d'élaborer, en concertation avec les différents partenaires, les perspectives d'action pour les dix ans à venir.

I – ETAT DES LIEUX

Un questionnaire a été adressé à toutes les écoles d'enseignement artistique du Département dans le domaine de la danse, de la musique et du théâtre. L'ensemble de ces établissements accueille environ 50 000 jeunes et mobilise plus de 1300 enseignants.

II – DES DIVERSITES MAIS AUSSI DES POINTS COMMUNS POUR LES TROIS DISCIPLINES CONCERNEES

Au-delà des spécificités de chaque discipline, ce diagnostic a permis de constater :

- le faible taux de qualification,
- une grande hétérogénéité des statuts des structures et des personnels,
- un manque de locaux et de moyens,
- une couverture territoriale inégale,
- une offre pédagogique trop étroite,
- des tentatives de regroupement au niveau intercommunal.

Par ailleurs, il existe un écart important entre le Conservatoire National de Région, seul établissement financé par l'Etat et accueillant moins de 10 % des élèves, et le tissu départemental insuffisamment qualifié.

Le schéma devrait permettre à l'avenir l'agrément et le co-financement des établissements les plus développés, et une coopération entre ceux-ci et les structures de tailles et de dotations moindres.

III – DES PERSPECTIVES

L'objectif de réduire les fortes inégalités territoriales et sociales qui subsistent dans ce domaine et de favoriser l'accès aux pratiques artistiques passera par :

- une mise à niveau de la qualité et une diversification des enseignements,
- une mutualisation et une mise en réseau des moyens et de l'offre pédagogique,
- un effort soutenu d'éveil et de sensibilisation de l'ensemble des jeunes girondins.

Cette démarche nécessitant la participation de tous les acteurs publics ou associatifs, le projet de schéma prévoit la mise en place d'instances de concertation, une mise en œuvre prenant appui sur des expérimentations de terrains et la constitution d'outils de suivi et d'évaluation.

IV – LES ACTEURS DU PARTENARIAT

Les missions et rôles des multiples acteurs devront être clairement établis. Les institutions publiques concernées seront en premier lieu les communes et intercommunalités, le Conseil Régional, l'Etat et la ville de Bordeaux. Les associations, leur personnel et leurs usagers seront également au cœur de la démarche.

L'Iddac pourrait être l'outil opérationnel de la politique de sensibilisation à l'éducation artistique, et le CEFEDM devrait occuper une position clé en tant qu'organisme de formation initiale et permanente des enseignants.

La participation des opérateurs culturels déjà investis dans le champ de l'enseignement artistique et soutenus par le Conseil Général devra être intégrée à ce schéma.

V – LA METHODE

Le projet qui nous est soumis en annexe constitue le canevas d'un schéma qui sera détaillé au cours de l'exercice 2007, et servira de base à la convention avec l'Etat, en vue de l'attribution d'une dotation financière pour les cinq années à venir. Cette démarche qui s'échelonne sur plusieurs années, s'articulera sur :

- la création d'une instance départementale consultative,
- la poursuite et le développement d'expérimentations,
- la construction partagée "d'un service minimum universel" sur tout le territoire,
- la mise en place d'outils d'évaluation et de suivi,
- un plan progressif de mise à niveau des enseignements,
- le partenariat avec l'Education Nationale,
- la redéfinition, la mise en cohérence ou le redéploiement des moyens dédiés aux opérateurs culturels concernés.

VI – LES MOYENS

Le Conseil Général a proposé l'inscription de ce schéma au futur contrat de projet Etat/Région, et souhaite également mobiliser des crédits du Fonds Social Européen. Le poste

de "Délégué Départemental à la musique et à la Danse", co-financé par le Conseil Général et la DRAC, sera dédié à la mise en œuvre et la coordination de ce schéma.

En conclusion, Monsieur le Président nous demande d'approuver les orientations relatives au Schéma départemental des enseignements artistiques, et d'adopter les crédits figurant au projet de budget pour un montant de 80 000 € en AP et de 190 000 € en CP en dépenses et de 15 000 € en recettes pour sa mise en œuvre

AVIS DE LA COMMISSION CULTURE, LECTURE ET ARCHIVES : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

AVIS DE LA COMMISSION FINANCES ET MOYENS : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

Dominique VINCENT :

Je crois qu'il manque dans ce dossier un élément important au niveau de l'étude. Certains conseillers, certains collègues pourraient avoir le même raisonnement, parce que dans leur permanence ils doivent aussi recevoir de jeunes diplômés en musique, en danse, en théâtre, etc., ne trouvant pas de travail, tout simplement parce que celles et ceux qui sont susceptibles de les embaucher n'ont pas les moyens de les embaucher. Ils sont au bord du chemin et ils traînent leurs basques là où ils peuvent. Le CEFEDEN qui était CAFEDEN à l'époque, je connais bien pour des raisons évidentes, j'étais président de cet organisme. Je veux bien que l'on continue à former des jeunes aux métiers du spectacle, faut-il encore qu'à la fin de leur formation, ils aient du travail. Nous sommes dans le cas de figure, si vous m'autorisez à faire un petit écart, en tant que sportif c'est normal, mais prenons au niveau des jeunes qui sortent avec une licence de formation au niveau sportif. Ils ne trouvent pas de travail, car ils ne peuvent pas devenir professeurs d'éducation physique parce qu'ils n'ont pas été jusqu'au bout, et les seuls qui peuvent les embaucher ce sont les mairies. Et on sait très bien que les mairies, avec leurs contraintes, n'embaucheront pas deux ou trois moniteurs sportifs, etc. Certains le font, mais vu le nombre de jeunes qui sortent diplômés ils n'ont pas de travail. Au niveau de la culture, c'est la même chose. Essayez d'approfondir cette étude. Nous avons aujourd'hui énormément de jeunes diplômés bien formés dans toutes ces parties-là n'ayant pas de travail. Je veux bien que l'on continue à former des jeunes, mais si c'est pour former des chômeurs, est-ce notre mission ?

Stéphan DELAUX :

Cela fait plusieurs dizaines d'années qu'est inscrit à nos séances le schéma départemental d'enseignement musical, d'abord artistique aujourd'hui, une étude de plus. J'espère que personne n'a rien appris de cette étude, parce que tout ce qui est dit et tout ce qui vient d'être rappelé est connu de tous et depuis bien longtemps. Il faudra simplement avoir un à un moment donné l'énergie et la volonté de structurer ces questions-là avec les grandes institutions bordelaises. On a rappelé tout de suite que le Conservatoire National de Région ne touche que 10 % de élèves, et pour cause. Quelle est la contribution des autres grandes collectivités au fonctionnement de cette institution ? C'est un problème de volonté. Il y a là

une institution avec des enseignants qualifiés, une possibilité de tête de réseau pour un maillage départemental de grande qualité. Il y a certainement quelque part dans cette étude, et vous l'évoquez dans les acteurs de partenariat, la clé de cette problématique. Il est évident que nous avons besoin de structurer un réseau, de faire monter la qualité, de travailler sur la formation, de travailler sur l'encadrement des jeunes, leur gestion individuelle en fonction de leur talent et de leur désir profond. Il n'y a que le jour où nous aurons cette volonté-là que nous serons en situation de faire un véritable schéma départemental de l'enseignement artistique.

M. LE PRESIDENT :

Il faut dire que ce n'est pas une étude de plus, c'est l'application de la loi, nouvelle compétence du 13 août 2006.

Stéphan DELAUX :

J'ai bien noté que c'est dans le cadre de l'application de la loi, mais vous savez encore mieux que moi depuis combien de temps nous évoquons ces questions, qui reviennent régulièrement sans que nous ayons au fil des années apporté de réponse objective sur le terrain.

Martine FAURE :

Je ne comprends pas votre intervention ni à l'un ni à l'autre, parce que dans le schéma, il est bien inscrit la formation des personnes qui sont déjà en situation d'enseignant sur le territoire. Donc on ne va pas former des artistes ou des professeurs. Il s'agit d'amener une meilleure formation à des personnes qui sont déjà en position d'enseignant. Le schéma aujourd'hui, il est prêt, parce que nous avons travaillé pendant six mois avec tous les partenaires qui sont indiqués dans le schéma, et aujourd'hui nous avons une copie qui est prête à vivre dans les années à venir.

Stéphan DELAUX :

J'en accepte l'augure. Je dis simplement, si ce schéma est prêt, si on le met en œuvre, s'il réussit, j'en serais le premier satisfait. Cela fait tellement longtemps que l'on cherche à le faire aboutir. L'objectif ce sont les jeunes, ce ne sont pas les enseignants, c'est de pouvoir avoir un enseignement artistique qui apporte au jeune le plein épanouissement de ses désirs et de ses talents, et il faut avoir des enseignants qui soient à la mesure de cette appréhension des talents et des désirs des enfants.

Martine FAURE :

C'est ce qui est dit dans le schéma. On ne fait que redire, peut-être pour la dixième fois, mais aujourd'hui on le dit avec force et avec un effet efficient, parce que le schéma est bouclé donc on le met en œuvre à partir de 2007.

Jean-Jacques PARIS :

Je suis assez étonné de la réaction de nos collègues, parce que c'est vrai que nous avons travaillé il y a quelques années à un schéma départemental de la musique. Malheureusement, nous n'avions pas pu, compte tenu des conditions et des priorités de l'époque, le mener à terme, mais ce n'est pas aujourd'hui où l'on nous propose de mettre en œuvre ce schéma départemental des enseignements artistiques, c'est plus largement que la musique, c'est le théâtre, c'est l'ensemble des enseignements artistiques, cela touche 50 000 jeunes. On peut se féliciter aujourd'hui d'avoir un dossier qui nous propose d'amorcer cette politique avec des crédits. J'espère que l'on va être solidaire avec la vice-présidente à la culture pour que l'on puisse lui donner tous les moyens de réussir ce projet dont on a bien besoin dans notre Département, comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs. Quand on voit à quel point on a pu délaissé ces enseignements-là, y compris dans l'Education Nationale, et combien les inégalités se sont creusées au regard de ces enseignements. Si on veut préparer, y compris les publics, si on veut préparer une ambition culturelle pour 2007, on a intérêt dans nos départements d'avoir une politique d'enseignement artistique dès le plus jeune âge.

Alain RENARD :

Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins puisque nous avons - pas uniquement sur l'agglomération bordelaise, et mon propos n'est pas de méconnaître le rôle important joué par Bordeaux autour de l'éducation artistique et de la musique par le Conservatoire National de Région - maintenant un besoin, une demande formulée, pas uniquement de la part d'une petite élite culturelle, mais sur le territoire, de la population pour que se mettent en place des outils. Je vois dans ce dossier le moyen de valoriser un travail conséquent qui est fait par beaucoup de gens qui sont à la limite du bénévolat, qui ont des connaissances, et à travers le dossier présenté, il s'agit de l'accompagnement vers la formalisation et vers l'officialisation de pratiques qui permettent de créer ce tissu de compétences sur le territoire. Je me réfère dans mon propos à ce qui se passe à l'échelle d'un canton comme le mien, où l'on a une école de musique associative avec des gens de grande qualité qui ont des compétences, mais aujourd'hui il y a un accompagnement à faire pour qu'il y ait une professionnalisation de gens qui sont déjà des intervenants dans ce domaine-là. Il ne s'agit pas de partir des situations ex nihilo, mais il s'agit d'avoir une stratégie, une méthodologie qui fasse que ces outils aient une vie, une pérennité.

Dominique VINCENT :

Nous ne sommes pas là, et Martine Faure le sait, pour combattre ce qu'elle fait, et elle travaille beaucoup ; ce n'est pas là le problème. Je vais reprendre les propos de Alain Renard, et il a raison. Ces bénévoles aujourd'hui plein de bonne volonté, non diplômés, vont partir pour recevoir une formation de grande qualité et ils vont revenir avec un diplôme. Ce jour-là ils auront raison de se considérer comme des professionnels de la discipline. Ils vont donc demander à être rémunérés. Je pose une question, vu le nombre de gens diplômés aujourd'hui au chômage, parce que personne ne peut les payer, ces nouveaux acteurs formés, diplômés, plein de bonne volonté, vont eux aussi demander à être rémunérés. Qui aura la possibilité de les payer ? Voilà une question simple, car finalement je veux tout ce que l'on veut, mais les pavés sont pleins de bonnes intentions surtout ceux d'en bas...

Alain RENARD :

Aujourd'hui c'est une question qui sera abordée entre élus, et une des garanties de bonne fin est d'avoir des gens qualifiés et formés, mais ce sont aussi des gens qui sont des acteurs du territoire, qui font vivre le territoire. Cela fait partie de politiques qui sont de mieux en mieux intégrés dans nos collectivités, venant de manière complémentaire par rapport à d'autres stratégies en matière sportive, d'infrastructures routières, de développement économique. On sait que par rapport à nos territoires ruraux, ces questions-là commencent à faire partie des besoins qui ne sont pas uniquement conçus comme des besoins superficiels, mais comme des besoins structurels. Aujourd'hui les choses sont prêtes, cela n'enlève rien à la réflexion que vous avez pu faire sur le nombre de jeunes et moins jeunes qui galèrent ou qui ont galéré en ayant fait ce choix-là, ce choix militant.

Dominique VINCENT :

Nous avons des gens diplômés de ces mêmes écoles, commençons à les embaucher. Quand nous en manquerons, nous formerons les autres.

Jean-Jacques BENOIT :

Le problème est relativement simple. Nous avons une décision du Gouvernement, la loi du 13 août 2004 qui confie au Conseil Général la mise en place du schéma départemental artistique pour le 1er janvier 2007. Que n'auriez-vous dit si nous ne nous préoccupions pas de cette action là ? En partenariat avec les services qui travaillent depuis plusieurs mois sur cette action-là, nous essayons de mettre en place ce que nous disons, un canevas de schéma qui va nous permettre de présenter à l'Etat, à la DRAC, un certain nombre d'objectifs et de projets pour les cinq ans à venir, pour que nous puissions avoir l'attribution pour le Département d'une dotation financière fixée pour les cinq années. Donc voilà quel est le cadre général. Dans ce cadre général, nous avons un certain nombre d'associations qui font déjà de l'enseignement artistique auprès de nombreux publics, 50 000 jeunes, nous essayons de travailler avec eux pour que cet enseignement soit le plus opérant possible, le mieux. Donc nous mettons en place les conditions pour faire que ces enseignements progressent, soient rationalisés, et que les publics jeunes puissent y trouver leur compte. Je regrette que par exemple, dans les écoles primaires, dans les collèges ou dans les lycées, l'enseignement artistique par ailleurs soit complètement dévalorisé par l'Etat. Il ne se trouve plus dans les programmes nationaux ou très peu. Nous essayons de mettre cela en œuvre. Voilà quelle est l'état de notre réflexion et de notre action aujourd'hui. A partir de là, je vois mal comment vous pourriez être contre ce schéma. Et les questions qui sont posées, on va les résoudre ensemble. Nous avons déjà pris des engagements avec le CNR. Les discussions qui sont programmées et qui avancent font que nous allons avoir pour 2007 et pour les années à venir un programme d'enseignement artistique opérant sur le Département et qui remettra à niveau cet enseignement artistique.

Stéphan DELAUX :

J'ai bien entendu tout cela, je l'avais lu et j'ai bien intégré. Quand on parle d'enseignement art plastique, comment peut-on avoir un schéma départemental d'art plastique qui n'intègre pas l'école des Beaux Arts de Bordeaux, le CAPC et Arc En Rêve ? Vous parlez de l'Education Nationale. Les arts plastiques à Bordeaux ont formidablement progressé par la

collaboration qu'il y a eu entre l'Education Nationale, le CAPC et Arc En Rêve. Si vous voulez que les écoles du Département puissent bénéficier d'un certain nombre de talents, de connaissances, il faut les mettre en réseau avec ces grandes institutions, tout comme il faut les mettre en réseau avec le TNBA, le conservatoire et toutes les grandes institutions. La danse, nous avons à Bordeaux désormais le deuxième ballet français derrière celui de l'Opéra. Il faut faire de la mise en réseau avec la ville, qui intègre la ville de Bordeaux. C'est une idée qui peut vous paraître étrange, mais sur le plan artistique, pour le bénéfice des enseignants et des enfants, c'est une évidence absolue. Nous avons la chance d'avoir une métropole capitale culturelle, il faut l'utiliser, et que votre projet l'utilise.

Martine FAURE :

Je ne comprends toujours pas Stéphan Delaux ce que vous dites, dans la mesure où nous travaillons depuis six mois en relation étroite avec le Conservatoire de Bordeaux. Monsieur Jean-Luc Portelli est à toutes les réunions. Il propose d'ouvrir le Conservatoire pour la formation. On a un schéma progressif, on ne peut pas tout mettre en place, on a le droit de choisir, on a pris la musique en priorité et la danse et les arts plastiques en deuxième rang.

Sur l'emploi culturel, parlons-en, je suis complètement d'accord pour qu'enfin on ait la discussion et que les professeurs de musique en général soient pris en compte avec autant de sérieux que tous les autres emplois. Parce qu'aujourd'hui on est en encore à regarder l'emploi culturel comme un emploi de seconde catégorie. C'est peut-être le moment, dans les années qui viennent, de dire que le professeur de musique est diplômé et doit être payé aussi bien que le directeur d'une structure quelconque ou un médecin, un instituteur ou un professeur d'école. Mettons l'emploi culturel au centre de nos préoccupations.

Hervé de GABORY :

Je ne répondrai pas, n'ayant pas très bien compris les questions. Avec Dominique Vincent je déplore le problème qui est soulevé, ce n'est pas du tout l'objet du schéma départemental qui est imposé au Département, et à mon avis, même si je suis un jeune conseiller général, c'est la première fois que ce schéma nous est demandé de façon impérative et légale. Quant à Stéphan Delaux, ce que vous dites c'est ce que nous avons fait depuis le début. Nous avons associé depuis six mois à toutes nos réunions les divers partenaires, Monsieur Ducassou, le directeur du théâtre était présent. Jamais dans notre esprit il n'a été question d'écarter la mère nourricière qu'est la ville de Bordeaux avec toutes ses structures. Au contraire nous allons en profiter, et de plus en plus. Ceci étant dit, vos deux réflexions, excusez-moi, étaient hors sujet. C'est pour cela que Monsieur le Président je ne réponds pas.

Martine FAURE :

Pour ajouter que nous allons pouvoir vérifier l'engagement et l'ambition de l'Etat à nos côtés. Nous avons demandé l'inscription de ce schéma départemental au projet Etat Région, nous allons vérifier.

DECISION : DOSSIER ADOPTE A L'UNANIMITE

PATRIMOINE ET EQUIPEMENTS CULTURELS

Rapporteur : Martine FAURE

Mesdames, Messieurs,

La sauvegarde et la réhabilitation du patrimoine, la construction d'équipements culturels locaux et l'aménagement de l'espace et du cadre de vie relèvent de la compétence des communes et des communautés de communes. Le Conseil Général se doit de les accompagner, notamment dans le cadre des contrats opérationnels et des projets de territoires.

I – CONSERVATION ET PROTECTION DU PATRIMOINE

Le patrimoine et le paysage constituent des éléments fondateurs essentiels de l'aménagement d'un territoire. Dans la dynamique de l'Agenda 21, il apparaît indispensable de redéfinir une politique plus globale du patrimoine réorganisant les différents dispositifs existants en matière de paysage et de patrimoine sous toutes ses formes (naturel, bâti, documentaire...), et de dégager les lignes de force d'une action collective rassemblant les acteurs qui interviennent dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement, de la culture, de l'éducation, du tourisme, de l'économie...

Après avoir procédé à un recensement et une analyse de nos interventions en matière de patrimoine et paysage, il convient de dégager les problématiques et axes stratégiques qui nous permettront de nous prononcer, lors du budget primitif 2008, sur une actualisation et un renforcement de nos politiques dans ce domaine, et en conséquence sur une adaptation de nos règlements d'intervention. Cette phase de travail donnera lieu en 2007 à une très large concertation et à une consultation de l'ensemble des partenaires et acteurs de terrain.

2007 constitue donc une année de transition au cours de laquelle seront poursuivis nos programmes actuels relatifs à la sauvegarde :

- des Monuments Historiques Classés et Edifices Inscrits,
- du Patrimoine Rural Non Protégé,
- des Abords des Monuments Historiques,
- des Objets Mobiliers et Orgues, pour lesquels dans un souci de cohérence avec les actions menées par le Département en matière de conservation et de valorisation du patrimoine documentaire, il nous est proposé de porter notre intervention de 30 à 40 % du coût HT pour ce type d'opération,
- des Villages anciens et Associations de mise en valeur des monuments historiques.

Pour ces opérations les crédits prévus au budget s'élèvent à 2.084.982 € en autorisation de programme et à 1.886.215,44 € en crédits de paiement.

II – ARCHEOLOGIE

Ces programmes concernent :

- Le Domaine de Plassac pour lequel la restauration des deux grandes mosaïques se poursuit afin de les reposer sur le site dans le cadre du programme de mise en valeur,
- Le Mobilier Archéologique de Pineuilh,
- Les Activités Archéologiques.

Un crédit de 50.000 € en autorisation de programme et de 546.161,31 € en crédits de paiement en dépenses et de 173.150,45 € en recettes est inscrit au projet de budget.

III – EQUIPEMENTS CULTURELS ET SCENIQUES

Le programme comprend l'aide aux :

- Centres Culturels et Equipements Scéniques, pour lesquels le montant de la dépense subventionnable pour les équipements scéniques sera limité à 50.000 €.
- Foyers Polyvalents, pour lesquels il nous est proposé de redéfinir nos modalités d'intervention et de ne prendre en compte que les constructions de foyers, les restructurations permettant l'extension des surfaces dédiées aux activités culturelles et les réhabilitations lourdes. Les travaux de mise aux normes en matière de sécurité et d'accessibilité des personnes handicapées seront également subventionnables. Le montant des dépenses éligibles et cumulées sur cinq ans ne pourra excéder un plafond limité à 100.000 €.
- Equipement et Modernisation des Cinémas.

Pour ces actions un crédit de 487 000 € en AP et de 620 350,86 € en CP sont inscrits au projet de budget.

En conséquence, il nous est proposé :

- d'accepter les modifications de nos politiques en faveur des objets mobiliers, des foyers polyvalents et des équipements scéniques retracées dans les fiches annexées au rapport,
- d'approuver les orientations concernant les modalités d'élaboration d'une nouvelle politique patrimoine paysage,
- d'adopter les crédits figurant au projet de budget pour un montant de 2 622 482 € en AP et de 3 052 727,61 € en CP en dépenses, et de 173 150,45 € en recettes.

AVIS DE LA COMMISSION CULTURE, LECTURE ET ARCHIVES : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

AVIS DE LA COMMISSION FINANCES ET MOYENS : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

DECISION : DOSSIER ADOPTE A L'UNANIMITE

LECTURE PUBLIQUE ET ARCHIVES

Rapporteur : Hervé DE GABORY

Mesdames, Messieurs,

Notre collectivité a décidé d'inscrire ses deux compétences légales que sont la lecture publique et les archives dans la modernité, tant au niveau du partenariat avec ces nouveaux espaces politiques que représentent les pays et les communautés de communes, qu'à celui de la nécessaire prise en compte des Technologies de l'Information et de la Communication.

I – PLAN DEPARTEMENTAL DE LECTURE PUBLIQUE

Le règlement d'intervention de ce plan, adopté en décembre 2005, a été mis en application pour la première année en 2006. Ce dispositif s'est révélé incitatif pour la création d'emploi et des projets structurants de médiathèques intercommunales ont déjà fait l'objet d'étude de faisabilité. 2007 permettra de voir émerger de nouveaux projets et se concrétiser ceux en cours.

Le Conseil Général poursuivra son soutien à l'équipement informatique des bibliothèques, aux acquisitions, à la professionnalisation par l'aide à l'emploi...

Le programme SAPIENS financé par le FSE va proposer dès le début 2007 des actions de sensibilisation et de formation aux décideurs des territoires, aux personnels des bibliothèques et animateur TIC/multimédia et contribuer à la dynamique départementale en faveur de la lecture publique.

Pour ce programme un crédit de 1 399 500 € en AP/AE et 584 996,29 € en CP sont inscrits au projet de budget.

II – BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE DE PRET – GESTION COURANTE ET TRAVAUX

En lien avec la mise en œuvre du PDLP, la Bibliothèque départementale de prêt poursuivra ses missions en matière de formation des professionnels et bénévoles, répondant ainsi à une attente forte de formations décentralisées sur les territoires.

La BDP dispose d'un centre de ressources qui apporte une aide aux communes souhaitant mettre en œuvre des animations ou agir auprès de public spécifique. En 2007, le parc existant de matériel d'animation sera renouvelé, sa politique d'action culturelle renforcée, de même que sa politique d'acquisition de documents imprimés et sonores.

Pour l'ensemble de ces actions, un crédit de 10 000 € en AP et 630 000 en CP en dépenses, et 3 100 € en recettes sont inscrits au projet de budget.

III – ARCHIVES DEPARTEMENTALES - GESTION COURANTE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN

Le programme de numérisation des fonds d'Archives (Archinum) sera poursuivi.

Plusieurs types d'actions sont projetées en 2007 : reliure de collections d'ouvrages, poursuite du microfilmage, acquisition de collections d'imprimés, publication du 2^{ème} numéro de la collection Mémoire de la Gironde, et participation à une exposition sur les Manuscrits du désert organisée avec la Wilaya d'Adrar.

Dans le cadre de la préparation de la future installation en 2008, des crédits seront consacrés à la restauration des documents endommagés et à l'acquisition de matériel, et des crédits pour l'entretien et la maintenance des deux bâtiments sont prévus.

Pour ces opérations, un crédit de 520 000 € en AP et 884 480,04 € en CP figurent au projet de budget.

En conclusion, il nous est proposé d'adopter les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ces différentes actions pour un montant global de 1 929 500 € en AP/AE et de 2 100 276,33 € en CP en dépense, et de 25 100 € en recette.

**AVIS DE LA COMMISSION CULTURE, LECTURE ET ARCHIVES : FAVORABLE
AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT**

**AVIS DE LA COMMISSION FINANCES ET MOYENS : FAVORABLE AUX
PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT**

DECISION : DOSSIER ADOPTE A L'UNANIMITE

ANIMATION CULTURELLE

Rapporteur : **Martine FAURE**

Mesdames, Messieurs,

L'action de notre collectivité vise à réduire les inégalités sociales et territoriales qui restreignent encore l'accès et la participation de nombreux girondins à la vie culturelle.

Le soutien aux initiatives culturelles des communes, intercommunalités et associations, les "scènes d'Été en Gironde", l'action de l'IDDAC, et les nombreuses actions d'éveil et de médiation, portées ou accompagnées par le Conseil Général, contribuent au développement culturel du territoire.

I – LE SOUTIEN AUX OPERATEURS CULTURELS

Plus de 530 associations oeuvrant dans l'animation du patrimoine, le cinéma et l'audiovisuel, la lecture, les arts du spectacles ou les arts visuels ont été aidées en 2006. Cette dynamique repose sur de nombreux opérateurs, dont la situation est souvent précaire. Cette fragilité nécessite de la part des collectivités publiques une révision de leur mode de fonctionnement et d'accompagnement. Depuis 2003, le Conseil Général a lancé des pistes de réflexion dont les chantiers commencent à se mettre en place.

Consolider l'économie sociale de la culture

Le dispositif RELIER (Relancer un Environnement Local pour l'Innovation et l'Emploi Culturel en Réseau), financé par le FSE, vise à renforcer et rapprocher le tissu associatif. Trois contrats inter associatifs ont été signés en 2006, permettant à une quinzaine d'associations de rentrer dans une logique de mutualisation. Un nouvel appel à candidature sera lancé en 2007 pour sélectionner les structures susceptibles d'intégrer ce dispositif. Ce programme est complété par les Itinéraires de Réalisation Artistique (IRA), également financés par le FSE, dont l'objet est de travailler sur l'employabilité des artistes dans les entreprises culturelles. La phase expérimentale aboutira fin août 2007 et permettra de proposer un cadre opérationnel.

Ces programmes sont menés en partenariat avec la CRESS d'Aquitaine et mobilisent un grand nombre d'acteurs publics liés à l'emploi, de partenaires institutionnels et d'établissements d'enseignement professionnel. En parallèle, le Conseil Général renforce son intervention en direction des lieux de création, qui constituent des espaces privilégiés de mutualisation des ressources techniques, financières, logistiques et administratives.

Intensifier la coopération entre les collectivités publiques, au service des opérateurs culturels

Les associations, souvent placées sous la responsabilité de bénévoles, doivent faire face à des contraintes de gestion de plus en plus rigoureuses. Il est proposé d'engager avec les autres collectivités publiques une démarche de rationalisation, d'harmonisation et de simplification des relations avec les opérateurs, qui facilitera en outre une connaissance et une évaluation partagées de leurs actions.

Conforter la vie culturelle des territoires

Le Conseil Général continuera d'encourager les associations et salles de proximité qui oeuvrent dans la promotion du cinéma et de l'audiovisuel. Il reconduira son soutien en direction des associations, communes ou communautés de communes qui développent des actions autour du livre et de la lecture.

L'aide à l'équipement pour les associations et les compagnies professionnelles

Le dynamisme des associations dépend des moyens techniques dont elles disposent. Aussi, le Conseil Général maintiendra son aide pour l'acquisition de petit matériel et pour l'installation de compagnies professionnelles ou aménagement de lieux de diffusion. Pour ces actions, un crédit de 1 380 300 € en AP/AE et de 3 301 544 € en CP sont inscrits au budget.

II – LES SCENES D'ETE

Les scènes d'été témoignent de la vocation de notre collectivité en matière d'aménagement culturel de notre territoire, et constituent un cadre particulièrement propice à la création artistique girondine. Le succès des scènes d'été itinérantes nous incite à développer ce dispositif de tournées de spectacles ou de manifestations culturelles sélectionnées par un jury après appel à projet. Plus de 110 compagnies ont postulé pour 2007. Afin de faciliter l'émergence de projets nouveaux, les compagnies retenues deux années consécutives ne pourront se représenter l'année suivante. Le lancement des Scènes d'Été repose sur une soirée d'ouverture qui aura lieu en 2007 à La Teste.

Pour 2007, un crédit de 1 050 000 € est prévu pour cette opération.

III – DEVELOPPEMENT CULTUREL

L'Institut Départemental de Développement Artistique et Culturel au service du développement culturel

L'IDDAC est le relais indispensable de la politique de soutien aux opérateurs culturels du Conseil Général. Son projet artistique et culturel s'articule autour d'une aide technique, d'un pôle ressource pour l'accompagnement et la formation de relais, d'une programmation culturelle et d'un programme d'éducation artistique. L'IDDAC sera largement impliqué dans la mise en œuvre du futur Schéma Départemental des Enseignements Artistiques.

Son budget prévisionnel pour 2007 s'élève à 2 935 800 €. Le Conseil Général serait sollicité à hauteur de 2 225 000 €, l'Etat 133 000 € et la Région 18 000 €. Le total des dépenses d'activité représente 1 193 000 €. La programmation artistique en sollicitera la plus grande part avec un rééquilibrage en faveur des aides à la co-production de spectacles réalisés par des compagnies basées en Gironde.

L'IDDAC poursuivra également ses actions d'informations, d'orientation et de formations. Il maintiendra le volume des prêts de matériel assurés depuis les cinq antennes techniques et le parc de prêt central.

Le paysage culturel départemental ayant évolué, l'IDDAC a engagé depuis 2006 une réflexion sur ses missions dans le cadre des orientations de notre collectivité. Une nouvelle convention triennale est en cours d'élaboration, sur laquelle nous seront amenés à nous prononcer en 2007.

Enquête sur les publics et les usagers de la politique culturelle départementale

Le Conseil Général engagera à partir de 2007 une vaste enquête sur les publics et les usagers, afin d'avoir une vision partagée des enjeux culturels. Cette enquête devra aboutir à la mise en place d'outils d'évaluation et d'aide à la décision. Elle portera sur trois plans :

- les actions culturelles menées par le Conseil Général,
- les actions culturelles soutenues par le Conseil Général,
- l'impact de ces actions auprès des différents publics prioritaires.

Participation des personnes en situation de handicap à la vie culturelle

Le Conseil Général vient d'engager, en partenariat avec la DRAC Aquitaine et l'Iddac, une large concertation auprès des associations de personnes handicapées et des opérateurs culturels, afin de dresser un état des lieux des freins rencontrés par ces publics. Cette concertation devrait aboutir à des propositions concrètes pour 2008.

Les prix culturels

Le Département poursuivra son action de promotion de la lecture, notamment au travers du Prix Gironde, et de soutien aux associations de promotion et d'animation du patrimoine avec le concours des Fleurons d'Or. Pour ces différentes actions les crédits inscrits au budget s'élèvent à 60 000 € en AE et 2 274 842 € en CP.

IV – EVEIL CULTUREL

Les programmes de soutien aux initiatives d'éveil et d'apprentissages culturels, menés en partenariat avec l'Education Nationale, seront poursuivis tels que :

- **Les Billets Courant d'Art**
- **Collège au cinéma**
- **Les Parcours de découvertes artistiques**, pour lesquels il nous est proposé de modifier le dispositif en limitant à deux années consécutives l'attribution de subvention, et en fixant le montant de la subvention à 30 % des dépenses éligibles.

Pour ces actions un crédit de 270 162,20 € est prévu au projet de budget.

V – MEDIATION CULTURELLE

Le Conseil Général met lui-même en œuvre deux outils de médiation culturelle.

L'Artothèque départementale. Afin de compléter et réactualiser le fonds d'œuvre de l'Artothèque départementale, une commission d'achat d'œuvre se tiendra cette année. Deux développements de l'Artothèque virtuelle feront à terme l'objet d'appel à projet : l'un en direction des médiathèques et bibliothèques, l'autre avec la DRAC Aquitaine et l'Inspection Académique en direction des publics scolaires.

et la **Médiation archéologique**

Un crédit de 63 000 € est inscrit au budget pour ces opérations.

En conclusion, il nous est demandé d'adopter les crédits figurant au projet de budget pour un montant de 1 440 300 € en AP/AE et de 6 959 548 € en CP en dépenses pour la mise en œuvre de notre politique en faveur de l'animation culturelle.

AVIS DE LA COMMISSION CULTURE, LECTURE ET ARCHIVES : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

AVIS DE LA COMMISSION FINANCES ET MOYENS : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

Martine FAURE :

Je tiens à rendre hommage à Jean-Jacques Benoit et François Pouthier, et toute l'équipe de l'IDDAC, qui font un travail remarquable sur le territoire girondin.

DECISION : DOSSIER ADOPTE A LA MAJORITE, Michel Duchêne et Stéphane Delaux votent contre.

ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Rapporteur : Martine FAURE

Mesdames, Messieurs,

L'action en faveur de l'environnement est un axe politique fort de la collectivité départementale. Elle s'inscrit totalement dans la démarche de l'Agenda 21.

1. L'ACTION EN FAVEUR DES ESPACES NATURELS SENSIBLES

En 2007, la poursuite des actions résultant des orientations volontaristes du département en matière d'intervention foncière définies précédemment se concrétise par :

- Un renforcement des outils de protection et de veille avec l'extension et la création de ZPENS.

- Une politique d'acquisition affirmée : liaison Hostens Gât Mort, delta de la Leyre.

- La mise en place de plans de gestion sur les sites acquis.

- Un soutien à la gestion et à la création des réserves naturelles dans le département.

- L'intégration progressive des forêts départementales dans les Espaces Naturels Départementaux et l'éco-certification de ces forêts.

- La poursuite du partenariat avec les communes et leur groupement, ainsi qu'avec le Conservatoire du littoral pour la gestion et la valorisation des espaces naturels sensibles.

- L'avancement des grands projets environnementaux.

Le domaine de Certes-Graveyron

Les objectifs de la réhabilitation des bâtiments du domaine de Certes Graveyron sont de valoriser l'Espace Naturel Sensible et de remettre en état un patrimoine bâti, dans la perspective de l'ouvrir largement au public et d'accueillir des structures participant à la protection du patrimoine naturel et culturel (LPO, CBN). En 2007, un programme pluriannuel d'investissement sera élaboré et une mission de maîtrise d'œuvre des travaux de bâtiments sur Certes sera lancée. Les travaux devraient commencer pour la ferme de Graveyron et le bâtiment destinés à accueillir le CBN. Cette opération s'inscrit dans la démarche Haute Qualité Environnementale (HQE).

L'île Nouvelle

Ce projet s'intègre dans la démarche globale de découverte des milieux îliens, en lien avec les rives de l'estuaire, et plus particulièrement avec la ville et la citadelle de Blaye. Préalable indispensable à la concrétisation d'un projet sur l'île nouvelle, l'accès au public et aux gestionnaires de l'île nécessite la création d'un ponton sécurisé, permettant l'embarquement et le débarquement de passagers à tout moment de la marée, et les premiers travaux nécessaires à la gestion du site ont été programmés sur 2007.

2. LA POLITIQUE EN FAVEUR DU PAYSAGE

Le soutien aux projets se poursuit au travers des dispositifs paysage. Par ailleurs, l'observatoire partagé des paysages répertorié dans l'Agenda 21 permettra de créer un outil de connaissance et d'observation des qualités et des valeurs paysagères, des représentations culturelles du paysage.

3. LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE

Le dispositif de suivi des rivières géré par la Cellule Assistance Technique à l'Entretien des Rivières (CATER), permettant de préserver et valoriser les rivières se poursuit. Le Conseil Général adhère également à EPIDOR et au Forum des Marais Atlantiques (FMA).

4. LA CONNAISSANCE POUR LA SAUVEGARDE DES ESPECES PATRIMONIALES, DES HABITATS ET MILIEUX NATURELS

Le Conservatoire Botanique interrégional a vu le jour le 12 septembre 2006. Désormais, dans le même esprit, il apparaît important de développer la connaissance de la faune sauvage de notre Département, et de lancer des appels à projets pour la réalisation d'inventaires. L'ensemble des données recueillies alimentera l'observatoire départemental de la biodiversité fiche action de l'Agenda 21. Cet observatoire aura pour objet, en lien avec la Région et la DIREN notamment, de participer à la construction d'un inventaire départemental du patrimoine naturel, de partager cette information, de favoriser la mise en œuvre des mesures indispensables à la conservation durable de la biodiversité.

5. LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Département adhère à l'Airaq et à l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication (EID). Il anime la commission locale d'information Nucléaire (CLIN) auprès du centre nucléaire de production d'électricité du Blayais (CNPE).

6. LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE EN MATIERE DE GESTION DES DECHETS ET DE MAITRISE DE L'ENERGIE

En matière de politique de gestion des déchets, l'année 2007 devrait être marquée par l'approbation, par l'Assemblée plénière du Conseil Général de la Gironde, du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Gironde. Ce sera la première fois, compte tenu du transfert de cette compétence au Président du Conseil Général intervenu au 1^{er} janvier 2005.

Maîtrise des déchets

La politique en matière de gestion des déchets ménagers repose sur le maintien, ou pour certains cas le renforcement des aides actuelles, selon les dispositifs joints au rapport, le

renforcement des aides en matière de prévention et la création d'un nouveau dispositif d'aides en matière de valorisation agronomique.

La prévention en matière de déchets

La politique prévention qui va être développée et qui est inscrite dans l'Agenda 21 réside dans la réduction de la quantité de déchets produite, le réemploi et la réutilisation, la réduction des rejets de déchets toxiques dans les ordures ménagères, la promotion des actions de prévention et de la valorisation agronomique des déchets de l'assainissement.

Enfin, dans l'objectif de coordonner le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers, le Département engage au travers d'une action de l'Agenda 21 une démarche pour fédérer les structures intercommunales en charge de la collecte et du traitement.

Maîtrise de l'énergie

Le Conseil Général doit avoir un rôle d'exemple, d'impulsion et de sensibilisation. L'élaboration en 2007 d'un "schéma départemental des énergies renouvelables" répond à cet enjeu. D'ores et déjà le Département poursuit son action sur les missions des E.I.E (Espaces Info Energie). Enfin, il a décidé, aux cotés de la CUB et de la Région, de fonder et de cofinancer une Agence Locale de l'Energie (ALE).

En conséquence, Monsieur le Président nous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- adopter les orientations de la politique départementale de l'environnement présentées au titre de l'exercice 2007,
- adopter les actions Agenda 21 inscrites dans cette politique,
- adopter les nouveaux critères et taux d'intervention dans le programme déchets, tels qu'ils figurent dans les fiches annexées au rapport,
- adopter les crédits figurant au projet de budget primitif 2007, qui s'élèvent globalement à 6.961.700 € en AP et 6.665.691, 97€ en CP en dépenses et 5.718.891,86 € en recettes,
- autoriser en début d'exercice le versement d'un acompte à l'EID et Epidor calculé selon les modalités précisés dans la présente délibération.

AVIS DE LA COMMISSION ENVIRONNEMENT, ESPACES NATURELS ET DU LITTORAL : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

AVIS DE LA COMMISSION FINANCES ET MOYENS : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

René SERRANO :

Je remercie notre vice-présidente de présenter l'action globale du Département en faveur de l'environnement. Je vais essayer de ne pas être trop long. Ayant suivi l'environnement depuis un certain nombre d'années, du temps où l'environnement était à ses

débuts dans le cadre de cette politique de modernité adaptée à une forme de vie et un type de civilisation. Aujourd'hui l'environnement fait partie d'une respiration essentielle de notre société et nous le voyons tous les jours. Je vous remercie, Martine Faure, d'avoir avec les services mis des mots dans cette délibération qui reviennent souvent, comme espace, naturel, sensible, biodiversité, habitat, préservation, valorisation, site naturel, et un ensemble de mots qui démontrent à l'évidence que l'environnement est devenu, et parce que le Président l'a souhaité, la tête de pont d'une politique environnementale majeure en Gironde et une politique démonstrative.

Tout cela s'est fait petit à petit au travers des dossiers importants. Souvenons-nous il y a douze ans, Que ne disait-on pas de nous lorsqu'on s'est attaqué au programme TERRA Européen, et que sur le Bassin d'Arcachon l'ensemble des élus étaient quasiment opposés à ce programme européen, les élus de l'époque l'avaient écrit, alors que les associations n'étaient pas tout à fait du même avis que les élus de l'époque. Nous avons maintenu notre conviction d'élaborer pour ce Bassin d'Arcachon, à travers notre politique d'environnement, une réflexion et la réalisation de travaux d'importance. On a pu travailler sur les ports, sur la sédimentation du bassin, travailler sur les problématiques fluviales et des zones humides. Nous avons fait faire des études de pointe à l'époque. Je ne citerai pas tous les sujets abordés, mais je rappelle que les élus locaux du moment étaient contre, et à cette époque-là il y avait pas, non pas un visionnaire, mais un conseiller général de base qui n'arrêtait pas de ramer constamment et de dire : "Il faut y aller dans ce programme européen."

M. LE PRESIDENT :

René Serrano est en train de vous dire que pour le Programme TERRA, il était tout seul, ce qui est vrai !

René SERRANO :

A l'époque, labourer dans ce secteur-là c'était se commettre ; c'est cela que je veux dire. Vous allez voir que je fais un grand bond. TERRA c'était il y a douze ans, aujourd'hui on est en 2006. Martine Faure, je ferai une intervention des plus correctes, vous le souhaitez, mais mon intervention sera des plus ramassée. Il faut savoir que l'Etat, actuellement, pour la politique de l'environnement prend des initiatives qui sont intéressantes sur la Gironde. L'Etat vient de réfléchir pendant trois ans avec ses services, avec les élus, sur ce qu'est véritablement une politique environnementale sur les sites sensibles. Cette étude va être présentée à Arcachon demain, au lycée des métiers de la mer. J'y suis invité. J'y ferai certainement des interventions. Tout cela pour dire que nous ne sommes pas seuls sur la route de l'environnement, et lorsqu'il peut y avoir des obstacles, des interprétations, des points de vue qui sur le moment ne nous apparaissent pas politiquement supportables ou endossables, il faut parfois aller au-delà. L'Etat nous a demandé en 2003, en présence d'un maire de l'époque, en ma présence, et se tournant vers l'un et vers l'autre, si nous voulions nous engager à valider le démarrage d'une grosse étude pour une charte forestière sur un site classé que tout le monde connaît, le site classé de la Dune du Pyla et de la forêt usagère. Bien entendu, dans ce cadre-là, vous avez quasiment huit à dix associations sur le plan local qui veulent y participer, en pensant au challenge formidable, et se dire que tous réunis, élus, associations, institutionnels, le Conseil Général et les maires concernés, avec tous ces gens-là, nous allons en animation partagée mener un dossier d'intérêt girondin.

Monsieur le Président, je vous en remercie, en avril 2004, nous étions engagés sur le plan délibératif, nous avons agréé et voté, après des échanges de courrier avec l'Etat qui nous allouait des subventions, nous avons engagé notre parole civile, notre parole politique, notre parole départementale. Vous y avez cru à l'époque. Aujourd'hui, ne disant rien du périple qui s'est passé trois ans après, je me tournerai très tranquillement, sans aucune animosité, vers ceux qui ont en charge avec moi, avec Martine Faure, avec les services, de faire avancer ce type de dossier, et se dire : "ce n'est pas parce qu'on se sent timide, qu'on ne se sent pas la carrure, ce n'est pas parce qu'on se sent amoindri dès le départ qu'il ne faut pas être téméraire. Aujourd'hui, prenant le contre-pied de ce qui s'est passé, je remercie les services de l'environnement, je remercie les collaborateurs de l'environnement, je remercie tous ces gens qui ont participé à l'évolution de ce dossier de la charte forestière de La Teste. Je remercie d'autant que je pourrais les remercier aussi pour la création d'une association syndicale de propriétaires sur le Canal de Cazaux, et les remercier avec autant d'empressement pour la vallée de l'Eden et la restauration de maisons forestières.

Alors à l'évidence, ce soir, je remercie tout le monde d'avoir compris que l'environnement sur le Bassin d'Arcachon, et notamment sur le Sud Bassin, c'était un oriflamme qu'il fallait porter haut parce que c'était celui qui permettait, quelles que soient les oppositions, de passer outre, et en passant outre on traçait l'avenir. Je vous remercie à tous, dans le cadre de nos services, qui ont participé à l'évolution de ce dossier. Il est aujourd'hui en respiration artificielle, j'espère qu'il ne le demeurera pas plus longtemps. Merci.

Guy MARTY :

Juste une remarque concernant un paragraphe de ce rapport sur les aides du Département sur des actions d'études et de travaux en faveur de la protection de certaines espèces, comme l'alose et la lamproie. Autant sur l'alose, depuis trois ans il y a une diminution sensible de la remontée de l'alose ; par contre sur la lamproie, c'est tout le contraire, la lamproie remonte de façon importante depuis 2000 et est en constante progression. Je pense qu'à la place de la lamproie, il faut parler de l'anguille où il y a un véritable problème.

Martine FAURE :

Cela avait été déjà demandé, donc il faut le rectifier.

Yves LECAUDEY :

Il y a des moments où il faut mettre des frontières et des limites. Maintenant que l'on a été tous remerciés, je l'ai bien noté, j'espère que l'on va pouvoir considérer que l'environnement et la protection de la nature cela concerne aussi les territoires qui sont hors du Bassin d'Arcachon. ! Il serait peut-être temps !

DECISION : DOSSIER ADOPTE A L'UNANIMITE

CREATION ET ADHESION DE L'AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE

Rapporteur : Martine FAURE

Mesdames, Messieurs,

La Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB), en partenariat avec le Conseil Général de la Gironde et du Conseil Régional d'Aquitaine, conformément à l'engagement inscrit dans sa charte pour l'environnement vers le développement durable adoptée en 2004, a proposé la création d'une agence locale de l'énergie.

Les objectifs recherchés portent sur la maîtrise de la demande d'énergie et se déclinent en trois grandes orientations :

- Répondre aux attentes des acteurs locaux dans les domaines de l'énergie par l'information, le conseil et la promotion,
- Pérenniser l'agence en se positionnant comme structure organisée et performante,
- Relayer sur le terrain les politiques énergétiques française et européenne,
- Permettre aux acteurs locaux de participer à des programmes européens.

La création de l'Agence locale de l'Energie a été proposée dans le cadre de l'appel à projet européen "Intelligent Energy Europe". Il a été retenu et a obtenu 200 000 € de financement de l'Union Européenne sur trois ans, afin d'aider à la mise en place de l'agence qui prendra la forme d'une association de type loi 1901.

Les projets de statuts sont en cours de finalisation, il nous est proposé de déléguer à notre Commission Permanente le soin d'en approuver les versions définitives. Le conseil d'administration réunira 14 membres élus par collègues, dont 2 membres pour le Département de la Gironde.

Un comité d'orientation et d'évaluation devrait également être créé. Le budget de l'Agence sera contrôlé par un expert comptable et un commissaire aux comptes.

Le budget prévisionnel de l'agence, pour les trois premières années, s'établit à globalement à 610 000 € TTC, dont 90 000 € à la charge du Département.

La création de cette Agence locale de l'Energie permettra de disposer d'un outil indispensable au Département de la Gironde. Il s'inscrira dans le schéma départemental de l'énergie que notre collectivité a retenu dans le cadre de son Agenda 21.

En conséquence, Monsieur le Président nous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir approuver les modalités de création et d'adhésion de l'Agence Locale de l'Energie développées dans le présent rapport.

AVIS DE LA COMMISSION ENVIRONNEMENT, ESPACES NATURELS ET DU LITTORAL : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

AVIS DE LA COMMISSION FINANCES ET MOYENS : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

DECISION : DOSSIER ADOPTE A L'UNANIMITE

POLITIQUE EN FAVEUR DES PORTS ET DE LA PROTECTION DU LITTORAL

Rapporteur : René SERRANO

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport concerne :

- d'une part, le programme "Ports concédés et autres ports", qui regroupe le soutien aux infrastructures portuaires et aux équipements maritimes et fluviaux, sous forme de subventions que le Conseil Général octroie aux gestionnaires des ports pour les aider à exercer leurs compétences ;

- d'autre part, le programme "Protection du Littoral", qui regroupe le financement d'ouvrages d'aménagement et de protection du littoral contre l'érosion marine, ainsi que la participation à l'amélioration de la sécurité de la navigation dans les passes du Bassin d'Arcachon.

Pour les 12 ports concédés et autres ports, le Département aide les communes gérant les ports départementaux concédés par l'octroi :

- de subventions d'équipement préalables aux dragages et de fonctionnement pour les dragages des ports,
- de subventions d'investissement pour les équipements publics structurants, ceux à vocation professionnelle et ceux liés aux besoins des cultures marines.

Outre la poursuite du programme d'aménagement et d'adaptation des ports concédés du Bassin d'Arcachon, il faut souligner l'attention particulière aux ports non départementaux de l'Estuaire, dans la mise en œuvre de leurs projets complémentaires des initiatives du Syndicat Mixte d'Aménagement de la zone centrale de l'Estuaire.

Signalons également le travail mené avec les communes concessionnaires des ports concédés, pour le dragage des vases portuaires : une attention particulière sera apportée à l'équilibre du budget d'exploitation des ports, et au respect du cadre donné par le S.D.T.V.P.

Pour la protection du littoral

1) L'action de ce programme s'inscrit dans le cadre du soutien que le Département entend apporter aux communes littorales soumises à des contraintes très fortes, en raison de la mobilité et de l'érosion du littoral. Les collectivités maîtres d'ouvrage devront recourir à l'expertise de l'Observatoire de la Côte Aquitaine en amont de leur projet. Ainsi, Monsieur le

Président vous propose, en plus de notre action en faveur des communes, l'inscription de crédits pour accompagner le travail de l'observation de la Côte Aquitaine.

2) L'amélioration de la sécurité de la navigation, grâce aux opérations de sondage et balisage dans les Passes du Bassin d'Arcachon, se poursuit. La Convention signée pour cinq ans qui s'est achevée en août 2005, est renouvelée entre le Département, l'Etat et le Syndicat Mixte Intercommunal du Bassin d'Arcachon (S.I.B.A.) et la Région. Les sondages et balisages sont réalisés en maîtrise d'ouvrage par les Services Maritimes et de Navigation de la Gironde. Le Département poursuit sa participation.

3) Enfin, il faut évoquer le programme novateur sur lequel le Conseil Général a mobilisé les partenaires institutionnels du Médoc et du Bassin d'Arcachon. Le Conseil Général de la Gironde, lauréat en 2005 de l'appel à projet GIZC lancé par l'Etat (DIACT), assure, en partenariat avec le syndicat mixte du pays Médoc, les communautés de communes de la pointe Médoc, des lacs médocains, de la médulienne, et du nord bassin (COBAN), la communauté d'agglomération du bassin d'Arcachon sud (COBAS) et le syndicat intercommunal du bassin d'Arcachon (SIBA), la responsabilité du projet qui a pour thème "Au fil de l'eau du Médoc au Bassin d'Arcachon – Lacs et lagunes : hydro système sentinelle".

Il s'inscrit dans un ensemble déjà riche d'expériences concourant au développement maîtrisé du littoral girondin. A partir d'un référentiel de données en grande partie constitué (SAGE, études hydrauliques et charte forestière...), le projet G.I.Z.C. vise à mettre en place, entre les collectivités et établissements publics partenaires, un dispositif de vigilance partagée, favorisant la mise en cohérence des politiques publiques pour éviter les altérations irréversibles des milieux, sans pour autant hypothéquer le dynamisme des territoires concernés. La réalisation du projet s'étendra sur dix-huit mois pour un rendu en septembre 2007. Une réunion de travail du Comité de Pilotage a permis de valider la méthodologie de la démarche.

Les axes de ce programme sont précisés dans le rapport, et retenons la volonté qui est la nôtre de travailler au plus près des partenaires pour identifier leurs besoins et aborder cette démarche à travers des volets opérationnels, tout en assurant la mise en place d'une gouvernance à l'instar de la démarche que nous avons initié dans le schéma directeur du traitement des vases portuaires.

En conséquence, Monsieur le Président nous propose d'approuver les orientations générales définies dans le rapport, et d'adopter les crédits nécessaires pour la mise en œuvre de notre politique en faveur des ports et de la protection du littoral, soit un crédit global de 875 000 € en Autorisation de Programme et 766 711,44 € en Crédits de Paiement en dépenses, et 4 163, 98 € en recettes.

AVIS DE LA COMMISSION DEVELOPPEMENT AGRICULTURE, VITICULTURE, AQUACULTURE ET FORET : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

AVIS DE LA COMMISSION FINANCES ET MOYENS : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

René SERRANO :

Je voudrais ajouter concernant la gestion intégrée des zones côtières, qui existe depuis treize à quatorze ans, que le Conseil Général, avec tous ses partenaires, je pense à mon collègue Yves Lecaudey, notamment sur le littoral et le Médoc a certainement investi de nos réflexions et ira au bout sur ce dossier qui sera tout à l'exemplarité de la Gironde.

DECISION : DOSSIER ADOPTE A L'UNANIMITE

**APPROBATION DU SCHEMA DIRECTEUR
DU TRAITEMENT DES VASES PORTUAIRES**

Rapporteur : René SERRANO

Mesdames, Messieurs,

Les enjeux environnementaux qui pèsent sur l'avenir de l'écosystème unique du Bassin d'Arcachon, premier bassin reproducteur d'huîtres, a amené notre collectivité à initier une nouvelle démarche intégrée, qui fait suite au programme européen TERRA, également conduit en maîtrise d'ouvrage par le Département.

Il vous est proposé d'approuver les orientations du S.D.T.V.P. (Schéma Directeur du Traitement des Vases Portuaires), qui doit être considéré comme un des volets opérationnels du SMVM (Schéma de Mise en Valeur de la Mer), qui avait permis de poser les premières orientations pour une gestion concertée du Bassin d'Arcachon.

En charge de 22 ports départementaux (en gestion directe ou concédée), notre collectivité se devait d'initier cette démarche fédératrice, tant les enjeux sont importants, puisque 500 000 m³ de vases sont accumulés à ce jour dans les ports du Bassin d'Arcachon (300 000 m³ pour Arcachon, 80 000 m³ pour La Teste, le reste se répartissant sur les autres ports de Gujan-Mestras à Lège). Il fallait donc, non seulement proposer des solutions pour réduire définitivement les boues existantes, mais également préconiser un programme pour un entretien régulier des ports.

Au-delà des objectifs généraux qui ont prévalu à la mise en place du schéma directeur et qui sont rappelés dans le rapport, retenons les méthodes de travail qui ont permis de réaliser cet ouvrage, qui s'est inscrit dans la durée, avec dix-huit mois de concertation permanente.

Par sa méthode, le Département de la Gironde a initié les conditions d'un dialogue sur la base de propositions mettant en évidence les impacts des traitements proposés, et a créé les conditions d'une prise de décision finale, construite progressivement avec les associations et les usagers.

Des stratégies de gestion sont proposées, sur la base d'une grille d'analyses de risques, discutée avec les usagers, pour mettre en évidence leurs préoccupations.

Le chantier se poursuit encore en 2007, puisqu'il faut créer une filière pérenne pour l'évacuation des sédiments portuaires, il manque encore le (ou les) site(s) de stockage définitif à terre, après égouttage en site de prétraitement.

Notons aussi qu'en 2007, des opérations pilotes sont menées sur quatre ports, et pour chacun des techniques retenues, des critères de classification et de pondération devront être développés.

En conclusion, les partenariats à mettre en œuvre sont multiples, et l'année 2007 y sera consacrée.

Après l'approbation officielle par notre Assemblée du SDTVP, les orientations retenues seront présentées dans tous les conseils portuaires, et je demanderai aux gestionnaires portuaires d'acter leurs engagements respectifs. Parallèlement, Monsieur le Président sollicitera à nouveau Monsieur le Préfet pour la constitution officielle de la CLIS, ainsi que pour la mobilisation des partenariats financiers indispensables à la réussite du programme prévisionnel des dragages.

Monsieur le Président souhaite également continuer à inscrire l'action de notre collectivité dans une véritable approche intégrée pour doter ce territoire remarquable des outils de connaissance, de diagnostic, et de gestion indispensables à sa sauvegarde : l'action menée dans le cadre de l'appel à projet sur la GIZC (Gestion intégrée des Zones côtières) va permettre de poser les bases de la création d'un Pôle de Ressources et d'Information de l'Environnement du Bassin d'Arcachon. La prise en compte de tous les enjeux littoraux est une nécessité, et le SDTVP doit être considéré par l'Etat comme un document de référence, unique à ce jour au niveau des ports de la façade Atlantique.

En conséquence, devant l'intérêt de cette initiative, Monsieur le Président demande :

- d'approuver les orientations du schéma directeur du traitement des vases portuaires,
- d'approuver la participation du département à la CLIS.

AVIS DE LA COMMISSION ENVIRONNEMENT, ESPACES NATURELS ET DU LITTORAL : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

AVIS DE LA COMMISSION FINANCES ET MOYENS : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

René SERRANO :

Je rajouterai simplement que ce dossier est aussi tout à l'honneur de la Gironde, et je vous remercie Monsieur le Président d'avoir tenu bon, parce que quand on se place sur un tel dossier, en disant que l'on est contre le rejet en mer et contre le clapage en mer, on est aussi avant-gardiste parce que l'Etat avouait lui-même dans une réunion publique que d'ici trois ou quatre ans les rejets en mer seront presque tous interdits.

M. LE PRESIDENT :

Il me faut vous remercier, parce que ce dossier-là, vous l'avez porté pendant quelques mois. Ce n'était pas facile du tout surtout quand il y a des oppositions systématiques.

DECISION : DOSSIER ADOPTE A L'UNANIMITE

POLITIQUE DE L'EAU

Rapporteur : Martine FAURE

Mesdames, Messieurs,

Notre intervention en matière de politique de l'eau concerne :

1. PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU

1.1. La conduite du Blayais et la station de Galgon

Il est proposé d'inscrire 60 000 € en AP et CP pour la réalisation de travaux (réfection du mur de soutènement). De plus, 30 000 € en fonctionnement sont prévus pour payer la taxe VNF. En recettes, il est proposé d'inscrire 100 000€ en CP de fonctionnement.

1.2. Etude sur la gestion de l'eau en maîtrise d'ouvrage départementale

Le système d'information sur l'eau est destiné à évoluer vers un centre de ressources et d'information sur l'eau, tel que défini dans la fiche O 1 de l'Agenda 21 de la Gironde intitulée "un centre de ressources et d'information sur l'eau". En 2007, il s'agit de poursuivre les opérations engagées et de financer les marchés de suivi de la qualité des eaux superficielles, qu'il est prévu de renouveler en 2007 pour une période de quatre ans, ainsi que le réseau quantité qui se met en place.

Enfin l'adhésion à des systèmes d'échanges et d'information nationaux nécessite une inscription de 3 000 € en CP. Il est proposé de retenir l'inscription budgétaire suivante pour cette opération, 143 000 € en AE et 152 000 € en CP.

1.3. La gestion des nappes profondes

Pour la poursuite du programme de surveillance des nappes profondes en Gironde, il est proposé d'inscrire en 2007 : 370 000 € en AP et 360 000 € en CP en dépenses, ainsi que 267 044 € de recettes. Par ailleurs, la participation du Conseil général au Syndicat mixte d'études pour la gestion de la ressource en eau du département de la Gironde (SMEGREG) devra être poursuivie.

1.4. Etudes et subventions sur la gestion de l'eau

Le Conseil Général réalise ou aide diverses études visant notamment à identifier des possibilités d'économie de la ressource. Pour l'ensemble du programme "protection gestion de la ressource en eau" en 2007, il vous est donc proposé de voter les crédits suivants : en dépenses 570 000 € en AP/AE et 837 750 € en CP, et en recettes 367 044 €.

2. AMÉNAGEMENT DES BASSINS VERSANTS

2.1. Hydraulique - aides aux annuités

Le montant des annuités relatives à des subventions antérieures à 2000 s'élève à 490 936 € en crédits de paiement pour 2007.

2.2. Hydraulique rurale - aménagement des cours d'eau non domaniaux

Il est proposé de continuer à affiner nos modalités d'aide, dans le sens d'un meilleur respect des milieux naturels. Les crédits proposés en 2007 pour cette opération représentent 825 000 € en AP et 730 300 € en CP.

2.3. La protection des berges des cours d'eau domaniaux - Garonne, Dordogne, Isle et Leyre, et estuaire

Il est proposé d'harmoniser le règlement d'intervention avec celui de l'hydraulique rurale, pour un meilleur respect des principes du développement durable. En 2007 pour cette opération, il est proposé d'inscrire : 260 000 € en AP et 124 701 € en CP.

2.4. Les études

Les études permettent de favoriser la mise en place d'outils de gestion intégrée de la ressource en eau d'une part, de préciser des points particuliers préalables aux travaux d'autre part, et il est proposé d'améliorer notre dispositif d'intervention.

2.5. Les structures de gestion des grands bassins

Le Conseil Général participe au fonctionnement de l'Entente interdépartementale pour la protection contre les crues du Bassin de la Dordogne, du barrage de Miallet, ainsi qu'aux équipements du Syndicat mixte d'étude et d'aménagement de la Garonne.

2.6. Irrigation (aide à l'équipement agricole)

Deux opérations antérieurement incluses dans le programme d'aide à l'équipement agricole et aux démarches qualité sont désormais intégrées à la politique de l'eau. Pour l'exercice 2007, il vous est proposé de modifier les objectifs de ces aides dans le cadre d'une gestion durable des ressources en eau.

Pour l'ensemble du programme : aménagement de bassins versants, il vous est proposé de retenir les inscriptions budgétaires suivantes : en AP 1 233 000 €, en CP 1 504 456.25 €.

3. PROTECTION CONTRE LES EAUX

3.1. Les digues de la Presqu'île d'Ambès

Chaque année, le Conseil Général intervient pour la réalisation de travaux de réparation ou de débroussaillage sur ce secteur, de même qu'il participe au fonctionnement du Syndicat de protection contre les inondations de la presqu'île d'Ambès (SPIPA).

3.2. Les digues des mattes du Bas Médoc

Sur ce secteur, le Conseil Général intervient en maîtrise d'ouvrage départementale pour la réalisation de travaux, et aidera la Communauté de Communes de la Pointe Médoc dans l'éventualité d'un transfert de ces ouvrages.

3.3. Protection des berges des cours d'eau domaniaux

Afin d'honorer les engagements précédents du Conseil Général, il est proposé d'inscrire pour 2007 : 82 236 € de CP en investissement.

Pour le programme "protection contre les eaux", il convient d'inscrire au budget primitif les crédits suivants : en AP 695 000 €, en CP 1 278 272.71€ de dépenses et 27 000 € de recettes.

En conséquence, Monsieur le Président nous demande d'adopter les crédits, qui figurent au projet de budget primitif 2007, destinés au soutien de la politique en faveur de l'eau, qui s'élèvent globalement à 2 498 000 € en AP/AE et 3 621 478.46 € en CP en dépenses et 394 044 € en recettes, ainsi que les modifications de nos règlements proposés.

AVIS DE LA COMMISSION ENVIRONNEMENT, ESPACES NATURELS ET DU LITTORAL : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

AVIS DE LA COMMISSION FINANCES ET MOYENS : FAVORABLE AUX PROPOSITIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

Guy TRUPIN :

La politique de l'eau, et notamment des nappes profondes, est un sujet qui préoccupe et qui a beaucoup mobilisé le Conseil Général, puisque je crois que la première fois que le Conseil Général a commencé à mettre des crédits pour la protection de la nappe de l'éocène, cela doit remonter, je crois, en 1958, lors des premiers crédits de surveillance. Depuis les choses ont évolué, et on peut dire qu'aujourd'hui la bataille de la protection de la nappe de l'éocène est en passe d'être gagnée. Nous avons mis en place le SAGE, qui est un élément important, et nous avons commencé à intéresser et à alerter les collectivités, les particuliers, les industriels, sur la réduction des consommations, sur les fuites en réseau. Petit à petit on a vu que les niveaux baissaient dangereusement, car s'ils baissent trop on va avoir des arrivées

d'eau salée dans l'estuaire. On a réussi à compenser cela et à avoir une stabilité des niveaux. Nous pensions tous d'ailleurs que nous étions enfin sortis de ces problèmes, et que nous n'allions plus qu'à avoir à gérer la ressource en eau profonde de façon rationnelle. On avait sous-estimé le problème de la concentration en minéraux, et on s'est rendu compte, il y a une petite dizaine d'années, notamment dans l'Entre deux Mers, qu'il y avait un formidable chenal minéralisé et que ce chenal était générateur de fluor. La teneur en fluor dans l'eau dépasse aujourd'hui les normes européennes. Pour compenser cela, les collectivités locales, le Conseil Général bien sûr, le SMEGREG, ont cherché des ressources nouvelles pour diluer l'eau de l'éocène et faire en sorte qu'en mélangeant de l'eau sans fluor avec de l'eau avec un excès de fluor on arriverait à une eau de quantité de fluor consommable dans le cadre des normes européennes. On a recherché des ressources dans les nappes alluviales ; le SMEGREG en a trouvé. Et aujourd'hui l'Entre deux Mers se voit proposer la création d'une canalisation qui partirait de Portets et irait jusqu'à Carbon-Blanc, par la rive droite, et desservirait la totalité des syndicats en eau non fluorée. Cette canalisation, les techniciens l'ont appelé l'autoroute de l'eau, et cela ravit tous les exploitants, car il doit y avoir 65 ou 67 communes qui pourront se brancher dessus, et qui pourront régler ainsi leur problème.

Le coût de cette canalisation est estimé par les techniciens à 20 M€. C'est là où les problèmes commencent à se poser. 20 M€ pour réaliser une canalisation dont les annuités d'emprunt, dont les charges de fonctionnement, vont venir s'ajouter au coût actuel de l'eau, cela commence à inquiéter pas mal de mes collègues maires, que j'ai réunis avec les techniciens du SMEGREG il y a quelques semaines à Targon, qui se sont demandés comment nous allions pouvoir financer et gérer ce nouvel équipement. Au cours de la discussion, est apparue l'idée que, comme pour Gironde Numérique, le Département va intervenir pour distribuer l'ADSL, on pensait peut-être que le Département pourrait s'intégrer dans une réflexion plus large pour gérer la ressource en eau qui va être distribuée.

Alors, à cette réunion, nous étions deux conseillers généraux, et nous avons dit à nos collègues que l'on transmettrait le message. Monsieur le Président, ce n'est pas pour demain, mais très probablement pour les cinq ou six ans qui viennent, il va falloir y réfléchir ensemble. Comment le Département et les collectivités pourraient s'associer dans un syndicat mixte, pour créer justement cette autoroute de l'eau et la gérer ?

M. LE PRESIDENT :

Je remercie le professionnel.

Alain RENARD :

Le sujet évoqué par Guy Trupin doit être abordé à la fois au niveau des autoroutes à péage, mais aussi au niveau des infrastructures qui concernent l'ensemble de l'accès à la ressource en eau au niveau de la Gironde. Au-delà de l'autoroute de la rive droite, il y a intérêt à réfléchir à l'irrigation et à l'accès à la ressource pour irriguer l'ensemble des syndicats. Cette réflexion était à l'origine de la constitution du SMEGREG autour de la préservation de la ressource en eau au niveau des nappes profondes. Il y a à réfléchir avec la CUB, avec l'ensemble des syndicats, sur un outil d'équité pour les girondins.

Bernard DUSSAUT :

On réfléchit depuis quelques temps à cette préoccupation, je crois que l'on n'irait pas vers un syndicat seulement avec le Conseil Général. Aujourd'hui le SMEGREG n'a pas la compétence d'investissement, mais seulement d'étude. Il faudrait sans doute le faire évoluer pour obtenir l'adhésion de l'ensemble des syndicats, parce que ce qu'il se passe aujourd'hui dans l'Entre deux Mers peut se passer ailleurs, et que l'on puisse mutualiser par rapport à cela. Ainsi le SMEGREG pourrait, avec la compétence investissement, avoir la maîtrise d'ouvrage avec l'ensemble des syndicats du Département, et bien évidemment le Conseil Général.

Martine FAURE :

Il faut réfléchir et agir ensemble très rapidement.

DECISION : DOSSIER ADOPTE A L'UNANIMITE

M. LE PRESIDENT :

Je demande à Alain Renard de m'excuser, je pensais que l'on pourrait continuer, mais compte tenu de l'heure nous allons lever la séance. Nous reprendrons demain matin à 9 h 30.

Alain RENARD :

Je vous remercie Monsieur le Président parce que je voulais faire un mot d'esprit en incitant mes collègues à regarder comment le nouvel Hôtel des Services était en train de monter dans le matin. Donc on attendra demain matin.

M. LE PRESIDENT :

Demain matin, nous nous retrouvons à 9 h 30. Je vous rappelle que nous irons visiter le chantier en question aux alentours de 13 h 45. Nous en sommes à la moitié, demain nous avons du travail. Merci. Bonne nuit. A demain matin.

La séance est levée à 23 h 30.

Le Secrétaire de Séance,

Bernard DUSSAUT
Sénateur de la Gironde

Le Président du Conseil Général,

Philippe MADRELLE
Sénateur de la Gironde